



M. Philippe Distler

Directeur Général

ARCEP

7, Square Max Hymans

75730 Paris cedex 15

Saint Martin, le 29 juillet 2011

[hdpro@arcep.fr](mailto:hdpro@arcep.fr)

**Objet : Contribution de Dauphin Telecom à la consultation publique.**

Analyse des marchés de gros des prestations de circuit interurbain interterritorial de services de capacités relatifs au territoire de Saint Barthélemy.

Projet de décision notifié à la Commission européenne.

Monsieur le Directeur Général,

A la suite de la mise en consultation du projet d'analyse de l'ARCEP des marchés des services de capacité pour les territoires de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, Dauphin Télécom vous a fait part de l'absence d'animation concurrentielle sur ces marchés de gros pour la desserte de ces territoires, se traduisant par des tarifs beaucoup plus élevés que ceux du marché caribéen.

Dauphin Télécom avait, dans sa contribution, souscrit à l'analyse de l'ARCEP concernant la desserte de Saint Barthélemy, mais récusé la proposition de l'ARCEP d'exclure la desserte de Saint-Martin du champ de la régulation sectorielle ex ante, qui laissait entière la problématique du développement du haut débit dans les deux territoires.

Dans son avis n°11-A-18 sur ce projet, l'Autorité de la concurrence a également exprimé ses réserves sur l'exclusion de la liaison vers Saint-Martin du champ de la régulation ex ante.

A la suite de cet avis, l'ARCEP a décidé de modifier le périmètre de son analyse de marché et de restreindre le projet de décision transmis à la Commission européenne au territoire de Saint-Barthélemy, indiquant avoir l'intention de « *poursuivre l'examen des marchés de gros relatifs à Saint-Martin, qui seront traités dans une analyse séparée* ».



- 1. Dauphin Télécom apprécie que l'ARCEP prenne acte de l'acuité des difficultés rencontrées par les opérateurs de proximité ultramarins, mais regrette qu'aucun calendrier des travaux ne soit indiqué ni aucune échéance fixée pour la mise en place de la régulation sectorielle pourtant urgente.**

Lors de la consultation publique menée en mars 2011, Dauphin Télécom a fait part de son incompréhension face au double langage consistant à demander avec insistance aux opérateurs de proximité de participer activement au schéma d'aménagement numérique des territoires ultramarins, tout en n'ayant aucune action concrète sur les marchés de capacité et en confortant les opérateurs de câbles sous-marins dans leur position.

Dauphin Télécom a également souligné qu'une seconde fracture numérique sur les territoires ultramarins était inévitable si aucune action n'était menée rapidement pour réguler les services de capacités et organiser - avec une bonne visibilité - une baisse des tarifs.

Tout délai dans la mise en œuvre de la régulation sectorielle ex ante souhaitée par l'Autorité de la concurrence soulignerait l'incohérence de l'action publique et se traduirait par un retard croissant dans le développement numérique des territoires.

C'est pourquoi Dauphin Télécom demande que les nouveaux travaux annoncés par l'ARCEP s'inscrivent dans un calendrier défini, et resserré.

**La nouvelle analyse de marché peut être menée d'autant plus rapidement qu'une masse considérable d'informations et d'éléments a déjà été recueillie et analysée par l'ARCEP, et par l'Autorité de la concurrence.**

- 2. Dans cette attente, Dauphin Télécom demande à l'ARCEP de soutenir activement une mutualisation entre opérateurs d'un investissement en fibre.**

L'Autorité de la concurrence ayant invité l'ARCEP à « *envisager, le cas échéant des voies d'amélioration aux conditions d'accès aux capacités sous-marines des acteurs des Antilles* », Dauphin Télécom a suggéré qu'une de ces voies pourrait être recherchée dans l'acquisition, par les opérateurs locaux intéressés, d'une paire de fibre de noire, reliant les collectivités de Saint-Martin et de la Guadeloupe.

Ce partage d'infrastructure aurait un effet pro concurrentiel, en permettant notamment à de petits acteurs de servir le marché à des conditions acceptables, à condition bien entendu que la fibre puisse être acquise à un prix orienté vers les coûts.

Dauphin Télécom estime que l'ARCEP pourrait, sans attendre, prendre l'initiative de réunir les opérateurs présents sur la zone pour étudier la mise en place d'une fibre partagée.



3. S'agissant du projet de décision concernant uniquement Saint Barthélemy, Dauphin Télécom a déjà eu l'occasion d'approuver l'imposition à GCN, compte tenu de son monopole, d'obligations réglementaires, en particulier celle d'orienter ses tarifs vers les coûts.

Dauphin Télécom avait toutefois suggéré à l'ARCEP de préciser que cette obligation tarifaire (i) s'entende des coûts incluant les subventions publiques dont l'opérateur GCN bénéficie massivement et (ii) s'accompagne d'une méthode de comptabilisation des coûts économique et connue à l'avance.

**Le projet de décision notifié par l'ARCEP à la Commission européenne ne reprend pas ces précisions, et Dauphin Télécom le regrette.**

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous jugeriez utile et vous prions, Monsieur le Directeur Général, de croire à l'expression de notre considération distinguée.

Eve Riboud Gomes

Directrice Générale